

Année blanche pour les patrons Année noire pour la population

Toulouse, le 17 juillet 2025

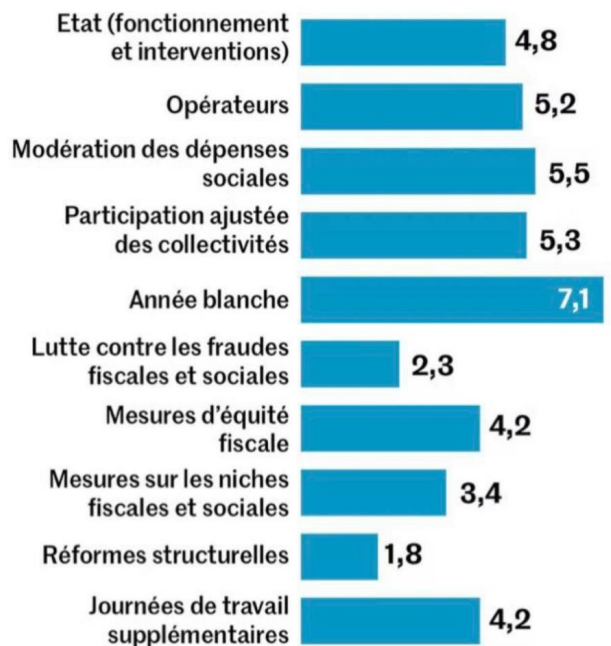
La conférence de presse du premier ministre Bayrou sur le projet de loi de finances 2026 a tourné au jeu de massacre pour la grande majorité de la population. Salarié·es, retraité·es, privé·es d'emploi, jeunes, aucun·e citoyen·e n'échappera aux fourches caudines de l'austérité budgétaire.



Chapitoul rejetant l'idée de la suppression d'un jour férié supplémentaire

43,8 milliards d'euros d'effort

en milliards d'euros



Source : gouvernement

Infographie Le Monde

Le détail des annonces du premier ministre :

- Une "année blanche", c'est à dire le gel des pensions des retraité·es, des prestations sociales (aides au logement, allocation adulte handicapés, allocations familiales...), des budgets des services publics, des salaires des fonctionnaires et l'augmentation des impôts et de la CSG. Cela se traduira donc par un appauvrissement de chacune et de chacun de plusieurs centaines d'euros chaque année ;
- Après nous avoir volé 2 ans de vie, le gouvernement veut nous imposer 2 jours de travail gratuit avec le vol de 2 jours fériés, dont le 8 mai, jour de la victoire contre le nazisme !
- Déremboursements des médicaments et des consultations, notamment pour les malades en affections de longue durée ;
- Suppression de 3000 postes de fonctionnaires et de nombreuses agences de l'Etat, et non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois. C'est moins de pompiers, d'infirmier·es, d'enseignant·e.s...
- Braderie du patrimoine de l'Etat et privatisations ;
- Un nouveau tour de vis, le plus violent de tous, pour les privé·es d'emploi dont les droits ont déjà été divisés par 2 depuis qu'Emmanuel Macron est Président de la République ;
- La volonté d'imposer une remise en cause tous azimuts des droits des salarié·es avec des mesures qui pourraient être prises par ordonnance dès l'automne

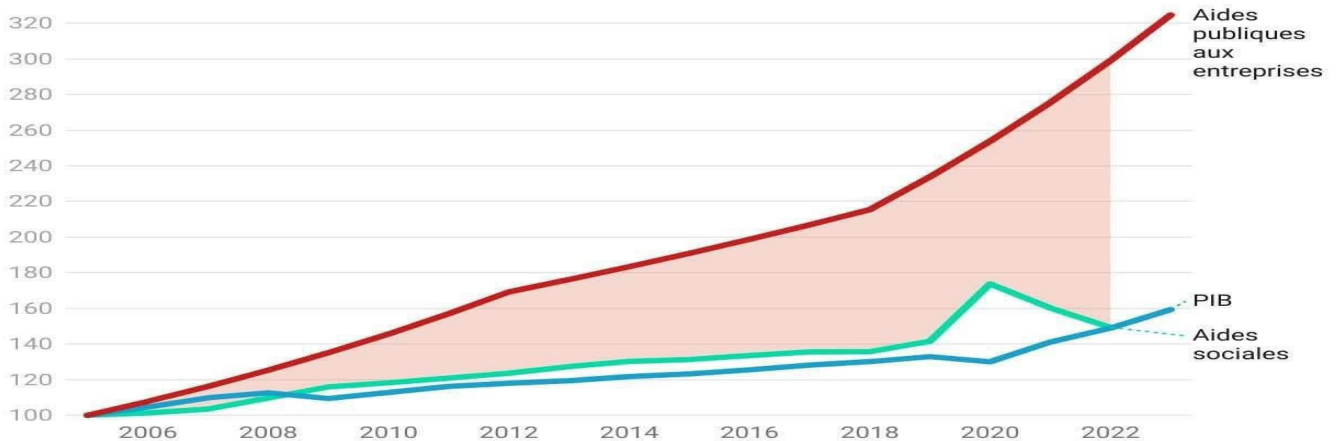
La dette, mais quelle dette ?

Depuis 2017 la dette publique a été creusée par les baisses d'impôts dont ont bénéficié les plus riches et les grandes entreprises. Depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, les baisses d'impôts et de prélèvements représentent au moins 308 milliards d'euros de manque à gagner pour les finances publiques, dont 207 milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises.

Contrairement aux propos du Premier ministre la hausse de la dette ne procède pas d'une hausse des dépenses publiques qui sont en réalité très stables : entre 2017 et 2024, elles sont en effet passées de 57,7 % du PIB à 57,2 % du PIB. La hausse de la dette publique vient essentiellement d'une baisse des recettes : entre 2017 et 2024, les recettes publiques sont passées de 54,3 % du PIB à 51,4 % selon l'INSEE. Une note de l'observatoire français des conjonctures économiques (OFCE - <https://ofce.github.io/psmt/>) publiée le 11 juillet 2025 montre que le creusement du déficit public français depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à la tête de l'État s'explique par la baisse du taux des prélèvements obligatoires, et non pas par une dérive des dépenses publiques ! Or, le premier ministre a concentré ses annonces sur une baisse des dépenses.

Evolution relative des aides publiques aux entreprises, des aides sociales et du PIB. Base 100 en 2005

La croissance des aides publiques aux entreprises est trois fois plus rapide que la croissance des aides sociales et du PIB, en moyenne depuis 20 ans. Et cet écart va en grandissant.



(1) Aides publiques aux entreprises privées : données officielles pour 2005 (IGF), 2012 (IGF), 2018 (Bercy) et 2021 (Sénat) ; courbe linéarisée entre ces points. (2) Aides sociales : cumul des postes Emploi, Famille, Pauvreté - exclusion sociale, Logement de la protection sociale - données INSEE. (3) PIB : INSEE
Chart: @maximcombes - Observatoire des multinationales. • Created with Datawrapper

« **Chaque seconde, la dette de la France augmente de 5 000 euros** » a prétendu F. Bayrou. Selon un récent rapport du Sénat, ce sont 211 milliards qui ont été offerts sans contrepartie aux patrons en 2023, soit 6 690 euros par secondes. Mais ça, il a « oublié » d'en parler lors de sa conférence de presse...

Ces annonces sont tout aussi injustes qu'inefficaces. Elles auront un impact récessif violent et ne feront qu'amplifier les difficultés économiques du pays. Elles vont plonger des milliers de familles dans une pauvreté qui atteint déjà un niveau record notamment chez les femmes et les jeunes. On ne soigne pas les finances publiques en saignant les droits sociaux et les services publics !

Ces annonces, faites en plein cœur de l'été, alors que des millions de travailleurs et de travailleuses ne peuvent pas partir en vacances, sont en total décalage avec les attentes du monde du travail. Elles bradent notre avenir en tournant le dos aux investissements indispensables pour la transition écologique, la recherche et l'éducation, la santé, l'industrie.

Le Premier ministre reconnaît lui-même qu'il n'est pas en situation d'imposer sa cure d'austérité et d'appauvrissement. Rien n'est joué ! L'heure est à préparer une mobilisation sur la durée, dans l'unité, pour faire capituler le gouvernement. La CGT mettra tout en œuvre pour empêcher ces violents reculs sociaux !

En 2023, en France métropolitaine, 9,8 millions de personnes sont donc considérées comme pauvres, c'est 1,3 million de plus qu'en 2016.

